



L'OFFICE
D'INVESTISSEMENT
DU RPC

**L'Office d'investissement du régime
de pensions du Canada**

Un, rue Queen Est, bureau 2500
Toronto (Ontario) M5C 2W5 Canada

www.cppib.com/fr

États financiers consolidés
intermédiaires résumés de

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

31 décembre 2017

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Bilan consolidé intermédiaire résumé

Au 31 décembre 2017

(non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017 ¹	Au 31 décembre 2016 ¹
Actif			
Placements (note 2)	411 999 \$	377 700 \$	362 507 \$
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	1 942	3 234	3 680
Locaux et matériel	343	348	349
Autres actifs	146	131	158
Total de l'actif	414 430	381 413	366 694
Passif			
Passifs liés aux placements (note 2)	75 206	60 423	64 198
Montants à payer au titre des opérations en cours	1 571	3 631	3 831
Créditeurs et charges à payer	540	682	584
Total du passif	77 317	64 736	68 613
Actif net	337 113 \$	316 677 \$	298 081 \$
L'actif net est constitué de ce qui suit :			
Capital social	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net d'exploitation accumulé	200 088	178 875	164 832
Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada	137 025	137 802	133 249
Actif net	337 113 \$	316 677 \$	298 081 \$

1. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

État consolidé intermédiaire résumé du résultat global

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Revenu de placement	13 920 \$	2 289 \$	23 446 \$	21 332 \$
Frais de gestion des placements	(424)	(345)	(1 229)	(955)
Coûts de transaction	(94)	(67)	(267)	(310)
Revenu de placement net (note 6)	13 402 \$	1 877 \$	21 950 \$	20 067 \$
Charges de personnel	167	157	501	463
Frais généraux	65	61	194	176
Services professionnels	15	12	42	32
Charges d'exploitation	247	230	737	671
Bénéfice net d'exploitation et bénéfice global	13 155 \$	1 647 \$	21 213 \$	19 396 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

État consolidé intermédiaire résumé des variations de l'actif net

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour le trimestre clos				
	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada	Bénéfice net d'exploitation accumulé	Total de l'actif net
Au 1^{er} octobre 2016	10 \$	– \$	137 363 \$	163 185 \$	300 548 \$
Total du bénéfice net pour la période		–	–	1 647	1 647
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada :					
Transferts du Régime de pensions du Canada		–	5 044	–	5 044
Transferts au Régime de pensions du Canada		–	(9 158)	–	(9 158)
Solde au 31 décembre 2016	10 \$	– \$	133 249 \$	164 832 \$	298 081 \$
Au 1^{er} octobre 2017	10 \$	– \$	141 233 \$	186 933 \$	328 166 \$
Total du bénéfice net pour la période		–	–	13 155	13 155
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada :					
Transferts du Régime de pensions du Canada		–	5 664	–	5 664
Transferts au Régime de pensions du Canada		–	(9 872)	–	(9 872)
Solde au 31 décembre 2017	10 \$	– \$	137 025 \$	200 088 \$	337 113 \$

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour la période de neuf mois close				
	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada	Bénéfice net d'exploitation accumulé	Total de l'actif net
Au 1^{er} avril 2016	10 \$	– \$	133 505 \$	145 436 \$	278 941 \$
Total du bénéfice net pour la période		–	–	19 396	19 396
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada :					
Transferts du Régime de pensions du Canada		–	25 751	–	25 751
Transferts au Régime de pensions du Canada		–	(26 007)	–	(26 007)
Solde au 31 décembre 2016	10 \$	– \$	133 249 \$	164 832 \$	298 081 \$
Au 1^{er} avril 2017	10 \$	– \$	137 802 \$	178 875 \$	316 677 \$
Total du bénéfice net pour la période		–	–	21 213	21 213
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada :					
Transferts du Régime de pensions du Canada		–	24 570	–	24 570
Transferts au Régime de pensions du Canada		–	(25 347)	–	(25 347)
Solde au 31 décembre 2017	10 \$	– \$	137 025 \$	200 088 \$	337 113 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie
Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017
(non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour les trimestres clos les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2017	2016 ³	2017	2016 ³
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net d'exploitation	13 155 \$	1 647 \$	21 213 \$	19 396 \$
Ajustements au titre des éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement des locaux et du matériel	7	8	20	23
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1)	2	2	(3)
(Profits) pertes latent(e)s sur les passifs liés au financement par emprunt	3	51	(535)	755
Ajustements au titre de la variation nette des actifs et passifs d'exploitation :				
(Augmentation) diminution des placements	(22 353)	8 363	(39 563)	(14 450)
Diminution (augmentation) des montants à recevoir au titre des opérations en cours	4 027	1 539	1 303	(1 053)
(Augmentation) des autres actifs	(3)	(1)	(2)	(6)
Augmentation (diminution) des passifs liés aux placements	16 823	(7 221)	11 087	(2 964)
Augmentation des passifs liés au financement par emprunt	135	1 441	4 090	1 007
(Diminution) augmentation des montants à payer au titre des opérations en cours	(5 781)	(4 870)	(1 969)	400
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	137	114	(91)	(59)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	6 149	1 073	(4 445)	3 046
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Transferts du Régime de pensions du Canada	5 664	5 044	24 570	25 751
Transferts au Régime de pensions du Canada	(9 872)	(9 158)	(25 347)	(26 007)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(4 208)	(4 114)	(777)	(256)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisitions de locaux et de matériel	(3)	(7)	(14)	(16)
Cessions de locaux et de matériel	–	–	1	–
Flux de trésorerie nets (affectés aux) activités d'investissement	(3)	(7)	(13)	(16)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 938	(3 048)	(5 235)	2 774
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	(2)	(2)	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	8 900	11 421	16 076	5 594
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	10 839	8 371	10 839	8 371
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin de la période comprennent les éléments suivants :				
Trésorerie détenue à des fins d'exploitation ¹	83	100	83	100
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins de placement ²	10 756	8 271	10 756	8 271
Total	10 839 \$	8 371 \$	10 839 \$	8 371 \$

1. Présentée à titre de composante des autres actifs au bilan consolidé intermédiaire résumé.
2. Présentés à titre de composante des placements au bilan consolidé intermédiaire résumé et de composante des titres du marché monétaire à l'annexe consolidée intermédiaire résumé du portefeuille.
3. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Annexe consolidée intermédiaire résumée du portefeuille

Au 31 décembre 2017

(non audité)

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les actifs et les passifs de placement de l'Office :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017 ¹	Au 31 décembre 2016 ¹
Actions (note 2a)			
Actions canadiennes			
Actions de sociétés ouvertes	6 743 \$	4 576 \$	4 797 \$
Actions de sociétés fermées	3 766	4 048	3 845
	10 509	8 624	8 642
Actions étrangères sur les marchés établis			
Actions de sociétés ouvertes	112 392	93 905	81 028
Actions de sociétés fermées	59 212	54 992	52 617
	171 604	148 897	133 645
Actions sur les marchés émergents			
Actions de sociétés ouvertes	22 668	19 208	15 460
Actions de sociétés fermées	8 385	5 781	5 370
	31 053	24 989	20 830
Total des actions	213 166	182 510	163 117
Placements à revenu fixe (note 2b)			
Obligations	60 370	61 240	60 279
Autres titres de créance	20 081	19 764	26 331
Titres du marché monétaire	10 826	19 408	16 933
Total des placements à revenu fixe	91 277	100 412	103 543
Stratégies de rendement absolu (note 2c)	18 829	19 371	19 118
Actifs réels (note 2d)			
Biens immobiliers	41 351	38 732	36 432
Infrastructures	27 647	27 899	26 791
Total des actifs réels	68 998	66 631	63 223
Sommes à recevoir sur les placements			
Titres acquis en vertu de conventions de revente (note 2e)	15 562	5 207	9 591
Intérêts courus	1 738	1 561	1 443
Sommes à recevoir sur les dérivés (note 2f)	2 003	1 718	2 305
Autres	426	290	167
Total des sommes à recevoir sur les placements	19 729	8 776	13 506
Total des placements	411 999 \$	377 700 \$	362 507 \$
Passifs liés aux placements			
Titres vendus en vertu de conventions de rachat (note 2e)	(32 030)	(14 749)	(16 100)
Titres vendus à découvert (notes 2a et 2b)	(17 635)	(24 177)	(28 168)
Passifs liés au financement par emprunt (note 2g)	(23 477)	(19 873)	(17 351)
Passifs liés aux dérivés (note 2f)	(1 262)	(1 401)	(2 433)
Autres	(802)	(223)	(146)
Total des passifs liés aux placements	(75 206)	(60 423)	(64 198)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	1 942	3 234	3 680
Montants à payer au titre des opérations en cours	(1 571)	(3 631)	(3 831)
Placements nets	337 164 \$	316 880 \$	298 158 \$

1. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note	Description	Page
	Information sur la société	7
1	Sommaire des principales méthodes comptables	7
2	Détermination de la juste valeur	8
2a)	Actions	8
2b)	Placements à revenu fixe	9
2c)	Stratégies de rendement absolu	9
2d)	Actifs réels	10
2e)	Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat	10
2f)	Contrats dérivés	10
2g)	Passifs liés au financement par emprunt	10
3	Instruments dérivés	11
4	Évaluation à la juste valeur	12
5	Gestion du risque lié aux placements	21
6	Revenu de placement net	28
7	Garanties	29
8	Engagements	29
9	Transactions entre parties liées	30
10	Cautionnements	30

Information sur la société

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'Office) a été créé en décembre 1997 conformément à la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* (la Loi). Il s'agit d'une société d'État fédérale dont toutes les actions appartiennent à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. L'Office a pour mission d'aider le Régime de pensions du Canada (le RPC) à s'acquitter de ses obligations envers les cotisants et les bénéficiaires aux termes de la loi intitulée *Régime de pensions du Canada*. Il est chargé de gérer les sommes qui lui sont transférées en application de l'article 108.1 du *Régime de pensions du Canada*, dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires du RPC. En mars 1999, l'Office a reçu du RPC ses premiers fonds destinés à l'investissement. L'actif de l'Office doit être placé, conformément à la Loi, aux règlements et aux politiques en matière de placement, en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du RPC ainsi que sur sa capacité de s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

L'Office est exempté de l'impôt prévu à la partie I en vertu des alinéas 149(1) d) et 149(1) d.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), puisque toutes les actions de l'Office appartiennent respectivement à Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou à une société dont les actions appartiennent à Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers consolidés) fournissent de l'information sur l'actif net géré par l'Office et ne comprennent pas les actifs et passifs du RPC. L'exercice de l'Office se clôture le 31 mars.

Le siège social de l'Office est situé au Un, rue Queen Est, Toronto (Ontario), Canada.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration, et leur publication a été autorisée le 8 février 2018.

1. Sommaire des principales méthodes comptables

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers consolidés annuels. En outre, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de l'Office et les notes annexes présentées aux pages 97 à 127 du rapport annuel 2017 de l'Office. Les présents états financiers consolidés ont été préparés suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes méthodes d'application que celles décrites dans les états financiers consolidés annuels les plus récents.

L'Office constitue une entité d'investissement puisqu'il répond à la définition d'une entité d'investissement au sens d'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), à savoir une entité qui :

- obtient des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs, à charge pour elle de leur fournir des services de gestion d'investissements. Dans le cas de l'Office, nous avons un investisseur (le RPC), mais nous investissons les fonds pour un large groupe d'investisseurs, soit les bénéficiaires du RPC;
- déclare à ses investisseurs qu'elle a pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement;
- évalue et apprécie la performance de la quasi-totalité de ses investissements sur la base de la juste valeur.

L'Office ne s'est basé sur aucun jugement important ni sur aucune hypothèse importante pour déterminer s'il répondait à la définition d'une entité d'investissement au sens d'IFRS 10.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

b) Filiales

L'Office est tenu de déclarer ses résultats d'exploitation conformément à IFRS 10. Par conséquent, les états financiers consolidés présentent les résultats d'exploitation de l'Office et de ses filiales en propriété exclusive qui ont été créées dans le but de fournir des services en matière d'investissement afin de soutenir ses activités. Les filiales en exploitation de cette nature comprennent celles qui fournissent des services-conseils en matière d'investissement ou celles qui ont été créées dans le but de fournir du financement à l'Office.

Les filiales qui ont été créées dans le but de structurer et de détenir des placements sont des sociétés de portefeuille et ne sont pas consolidées, mais plutôt évaluées et présentées à la juste valeur dans ces états financiers consolidés. La juste valeur des sociétés de portefeuille non consolidées est fondée sur la juste valeur des placements sous-jacents et des passifs liés aux placements détenus par la société de portefeuille de même que sur son bénéfice net d'exploitation accumulé. La juste valeur des placements sous-jacents et des passifs liés aux placements est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation et des données d'entrée connexes décrites aux notes 2a à 2g.

c) Évaluation des placements et des passifs liés aux placements

Les placements et les passifs liés aux placements sont présentés à leur juste valeur. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Dans un marché actif, les cours du marché établis par une source indépendante constituent les éléments probants les plus fiables de la juste valeur. En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables sur les marchés. Veuillez vous reporter aux notes 2a à 2g pour de plus amples détails au sujet de la détermination de la juste valeur.

2. Détermination de la juste valeur

L'Office gère différents types de placements et de passifs liés aux placements, et détermine la juste valeur comme suit :

a) Actions

- i) Les placements en actions de sociétés ouvertes sont effectués directement ou par l'intermédiaire de fonds, notamment de fonds spéculatifs. La juste valeur des actions cotées en bourse, y compris les positions vendeur sur actions, est fondée sur les cours du marché. La juste valeur des placements dans des fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les administrateurs externes ou gestionnaires des fonds.
- ii) Les placements en actions de sociétés fermées sont généralement effectués directement ou par l'intermédiaire de fonds de société en commandite. La juste valeur des placements détenus directement est principalement déterminée au moyen des multiples de capitalisation de sociétés ouvertes comparables ou de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les données importantes utilisées dans le cadre de ces méthodes d'évaluation comprennent le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA) de la société, les multiples de capitalisation de sociétés ouvertes comparables, les flux de trésorerie projetés et les taux d'actualisation calculés à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables. Des opérations récentes sur le marché, s'il y a lieu, sont également utilisées. Dans le cas des placements détenus par l'intermédiaire de fonds de société en commandite, la juste valeur est généralement établie d'après les renseignements pertinents communiqués par le commandité, à l'aide des méthodes d'évaluation reconnues du secteur semblables aux méthodes susmentionnées.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

b) Placements à revenu fixe

i) Les obligations consistent en des obligations non négociables et en des obligations négociables. La juste valeur des obligations non négociables des gouvernements provinciaux du Canada est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables. Dans le cas des obligations négociables, y compris les positions vendeur sur obligations, la juste valeur est fondée sur les cours du marché ou calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des courbes de rendement de référence et des écarts de taux relatifs à l'émetteur.

ii) Les autres titres de créance consistent en des placements directs dans des titres de créance privés et des titres adossés à des actifs, en des placements dans des droits de propriété intellectuelle et des droits de redevance, ainsi qu'en des placements dans des fonds de placements hypothécaires en difficulté, des fonds de titres de créance privés et des fonds spéculatifs.

La juste valeur des placements directs dans des titres de créance privés et des titres adossés à des actifs est fondée sur les cours du marché, les prix des courtiers ou les opérations récentes sur le marché, lorsque ces données sont disponibles. Si le cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur des données d'entrée importantes telles que les flux de trésorerie prévus et les taux d'actualisation déterminés à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables.

En ce qui concerne les placements dans les droits de propriété intellectuelle et les droits de redevance, la juste valeur est principalement déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur les flux de trésorerie prévus et les taux d'actualisation déterminés à l'aide des rendements de marché actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables.

La juste valeur des placements dans des fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les administrateurs externes ou gestionnaires des fonds.

iii) Les titres du marché monétaire comprennent la trésorerie, les dépôts à terme, les bons du Trésor, le papier commercial et les billets à taux variable. La juste valeur est établie d'après le coût, lequel, avec les produits d'intérêts à recevoir, se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme ou à taux variable de ces titres.

c) Stratégies de rendement absolu

Les stratégies de rendement absolu consistent en des placements dans des fonds spéculatifs qui ont pour objectif de générer des rendements positifs indépendamment de la conjoncture du marché, c'est-à-dire des rendements pour lesquels il existe une faible corrélation avec les indices globaux du marché. Les titres sous-jacents des fonds peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des actions, des titres à revenu fixe et des dérivés. La juste valeur des placements dans des fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les administrateurs externes ou gestionnaires des fonds.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

d) Actifs réels

- i) L'Office investit dans l'immobilier au moyen de placements directs dans des biens immobiliers privés et des fonds de placements immobiliers. Les placements dans les biens immobiliers privés sont gérés par des gestionnaires de placements, principalement dans le cadre d'arrangements de copropriété.

La juste valeur des placements dans les biens immobiliers privés est principalement déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur divers facteurs tels que le bénéfice net d'exploitation, le taux d'actualisation et le taux de capitalisation final.

La juste valeur des fonds de placements immobiliers est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les gestionnaires externes des fonds.

- ii) En général, les placements en infrastructures sont effectués directement, mais peuvent également être faits par l'intermédiaire de fonds de société en commandite.

La juste valeur des placements en infrastructures est principalement déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est fondée sur des données d'entrée importantes telles que les flux de trésorerie prévus et les taux d'actualisation.

La juste valeur des placements détenus par l'intermédiaire de fonds de société en commandite est généralement fondée sur la valeur liquidative publiée par les gestionnaires externes des fonds.

e) Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

Les conventions de revente et de rachat sont comptabilisées aux montants auxquels les titres ont initialement été acquis ou vendus, soit des montants qui, avec les produits d'intérêts à recevoir et les charges d'intérêts à payer, se rapprochent de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces titres.

f) Contrats dérivés

La juste valeur des dérivés négociés en bourse, notamment les contrats à terme standardisés, les options et les bons de souscription, est fondée sur les cours du marché. La juste valeur des dérivés négociés hors bourse, notamment les swaps, les options, les contrats à terme de gré à gré et les bons de souscription, est déterminée au moyen de techniques d'évaluation telles que des modèles d'évaluation des options, la valeur actualisée des flux de trésorerie et des prix établis par consensus obtenus auprès de courtiers indépendants ou de tiers fournisseurs. Les données prises en compte dans ces techniques d'évaluation peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, les prix au comptant, la volatilité des prix, les taux de change, les courbes de taux d'intérêt et les écarts de taux. Lors du calcul de la juste valeur, le risque de crédit de la contrepartie est également pris en compte.

g) Passifs liés au financement par emprunt

Les passifs liés au financement par emprunt consistent en du papier commercial à payer et en des titres d'emprunt à terme. Le papier commercial à payer est comptabilisé à son montant initial, lequel, avec les charges d'intérêts à payer, se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces passifs. La juste valeur des titres d'emprunt à terme est fondée sur les cours du marché.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017
(non audité)

3. Instruments dérivés

La juste valeur des contrats dérivés s'établissait comme suit :

Juste valeur des contrats dérivés

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017		Au 31 mars 2017		Au 31 décembre 2016	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Contrats sur actions						
Contrats à terme standardisés	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Swaps	1 156	(576)	923	(717)	1 025	(787)
Options :						
Négoziées en bourse – achetées	–	–	–	–	–	–
Négoziées en bourse – vendues	–	–	–	–	–	–
Négoziées hors bourse – achetées	–	–	–	–	–	–
Négoziées hors bourse – vendues	–	(9)	–	–	–	–
Bons de souscription	1	–	1	–	–	–
Total des contrats sur actions	1 157	(585)	924	(717)	1 025	(787)
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	575	(283)	357	(286)	257	(558)
Options :						
Négoziées hors bourse – achetées	–	–	–	–	4	–
Négoziées hors bourse – vendues	–	(2)	–	–	–	(4)
Total des contrats de change	575	(285)	357	(286)	261	(562)
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés	–	–	–	–	–	–
Contrats à terme de gré à gré	–	–	–	–	–	–
Swaps	47	(161)	148	(117)	320	(384)
Total des contrats sur taux d'intérêt	47	(161)	148	(117)	320	(384)
Contrats de crédit						
Swaps sur défaillance achetés	2	(198)	4	(277)	15	(689)
Swaps sur défaillance vendus	207	(2)	285	(4)	680	(10)
Options :						
Négoziées hors bourse – achetées	–	–	–	–	4	–
Négoziées hors bourse – vendues	–	–	–	–	–	(1)
Total des contrats de crédit	209	(200)	289	(281)	699	(700)
Contrats sur marchandises						
Contrats à terme standardisés	–	–	–	–	–	–
Options :						
Négoziées en bourse – achetées	15	–	–	–	–	–
Négoziées en bourse – vendues	–	(31)	–	–	–	–
Total des contrats sur marchandises	15	(31)	–	–	–	–
Total	2 003 \$	(1 262) \$	1 718 \$	(1 401) \$	2 305 \$	(2 433) \$

4. Évaluation à la juste valeur

Hiérarchie des justes valeurs

Ci-après sont présentés les placements et les passifs liés aux placements comptabilisés à la juste valeur en fonction de l'analyse des données utilisées lors de leur évaluation, telles que :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1);
- les données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (données calculées à l'aide des prix) (niveau 2);
- les données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché pour l'actif ou le passif (données d'entrée non observables) (niveau 3).

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017
(non audité)

Hiérarchie des justes valeurs

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Actions				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	6 743 \$	– \$	– \$	6 743 \$
Actions de sociétés fermées	–	–	3 766	3 766
	6 743	–	3 766	10 509
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	105 420	6 897	75	112 392
Actions de sociétés fermées	–	1 155	58 057	59 212
	105 420	8 052	58 132	171 604
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	20 769	1 740	159	22 668
Actions de sociétés fermées	–	–	8 385	8 385
	20 769	1 740	8 544	31 053
Total des actions	132 932	9 792	70 442	213 166
Placements à revenu fixe				
Obligations	33 592	26 778	–	60 370
Autres titres de créance	–	4 306	15 775	20 081
Titres du marché monétaire	–	10 826	–	10 826
Total des placements à revenu fixe	33 592	41 910	15 775	91 277
Stratégies de rendement absolu¹	–	17 492	1 337	18 829
Actifs réels				
Biens immobiliers	–	–	41 351	41 351
Infrastructures	–	–	27 647	27 647
Total des actifs réels	–	–	68 998	68 998
Sommes à recevoir sur les placements				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	–	15 562	–	15 562
Intérêts courus	–	1 738	–	1 738
Sommes à recevoir sur les dérivés	15	1 987	1	2 003
Autres	–	426	–	426
Total des sommes à recevoir sur les placements	15	19 713	1	19 729
Total des placements	166 539 \$	88 907 \$	156 553 \$	411 999 \$
Passifs liés aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(32 030)	–	(32 030)
Titres vendus à découvert	(17 635)	–	–	(17 635)
Passifs liés au financement par emprunt	(12 708)	(10 769)	–	(23 477)
Passifs liés aux dérivés	(31)	(1 231)	–	(1 262)
Autres	–	(802)	–	(802)
Total des passifs liés aux placements	(30 374)	(44 832)	–	(75 206)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	–	1 942	–	1 942
Montants à payer au titre des opérations en cours	–	(1 571)	–	(1 571)
Placements nets	136 165 \$	44 446 \$	156 553 \$	337 164 \$

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 mars 2017 ²			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Actions				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	4 576 \$	– \$	– \$	4 576 \$
Actions de sociétés fermées	–	18	4 030	4 048
	4 576	18	4 030	8 624
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	87 129	6 700	76	93 905
Actions de sociétés fermées	–	1 226	53 766	54 992
	87 129	7 926	53 842	148 897
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	17 493	1 562	153	19 208
Actions de sociétés fermées	–	–	5 781	5 781
	17 493	1 562	5 934	24 989
Total des actions	109 198	9 506	63 806	182 510
Placements à revenu fixe				
Obligations	36 987	24 253	–	61 240
Autres titres de créance ³	–	4 036	15 728	19 764
Titres du marché monétaire	–	19 408	–	19 408
Total des placements à revenu fixe	36 987	47 697	15 728	100 412
Stratégies de rendement absolu¹	–	17 835	1 536	19 371
Actifs réels				
Biens immobiliers	–	–	38 732	38 732
Infrastructures	–	–	27 899	27 899
Total des actifs réels	–	–	66 631	66 631
Sommes à recevoir sur les placements				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	–	5 207	–	5 207
Intérêts courus	–	1 561	–	1 561
Sommes à recevoir sur les dérivés	–	1 717	1	1 718
Autres	–	290	–	290
Total des sommes à recevoir sur les placements	–	8 775	1	8 776
Total des placements	146 185 \$	83 813 \$	147 702 \$	377 700 \$
Passifs liés aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(14 749)	–	(14 749)
Titres vendus à découvert	(24 177)	–	–	(24 177)
Passifs liés au financement par emprunt	(8 772)	(11 101)	–	(19 873)
Passifs liés aux dérivés	–	(1 401)	–	(1 401)
Autres	–	(223)	–	(223)
Total des passifs liés aux placements	(32 949)	(27 474)	–	(60 423)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	–	3 234	–	3 234
Montants à payer au titre des opérations en cours	–	(3 631)	–	(3 631)
Placements nets	113 236 \$	55 942 \$	147 702 \$	316 880 \$

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2016 ²			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Actions				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	4 797 \$	– \$	– \$	4 797 \$
Actions de sociétés fermées	–	–	3 845	3 845
	4 797	–	3 845	8 642
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	73 519	7 436	73	81 028
Actions de sociétés fermées	–	1 223	51 394	52 617
	73 519	8 659	51 467	133 645
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	13 799	1 482	179	15 460
Actions de sociétés fermées	–	–	5 370	5 370
	13 799	1 482	5 549	20 830
Total des actions	92 115	10 141	60 861	163 117
Placements à revenu fixe				
Obligations	33 713	26 566	–	60 279
Autres titres de créance ³	–	4 596	21 735	26 331
Titres du marché monétaire	–	16 933	–	16 933
Total des placements à revenu fixe	33 713	48 095	21 735	103 543
Stratégies de rendement absolu¹	–	17 620	1 498	19 118
Actifs réels				
Biens immobiliers	–	–	36 432	36 432
Infrastructures	–	–	26 791	26 791
Total des actifs réels	–	–	63 223	63 223
Sommes à recevoir sur les placements				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	–	9 591	–	9 591
Intérêts courus	–	1 443	–	1 443
Sommes à recevoir sur les dérivés	–	2 305	–	2 305
Autres	–	167	–	167
Total des sommes à recevoir sur les placements	–	13 506	–	13 506
Total des placements	125 828 \$	89 362 \$	147 317 \$	362 507 \$
Passifs liés aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(16 100)	–	(16 100)
Titres vendus à découvert	(28 168)	–	–	(28 168)
Passifs liés au financement par emprunt	(6 093)	(11 258)	–	(17 351)
Passifs liés aux dérivés	–	(2 433)	–	(2 433)
Autres	–	(146)	–	(146)
Total des passifs liés aux placements	(34 261)	(29 937)	–	(64 198)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	–	3 680	–	3 680
Montants à payer au titre des opérations en cours	–	(3 831)	–	(3 831)
Placements nets	91 567 \$	59 274 \$	147 317 \$	298 158 \$

1. Comprennent les placements dans des fonds.

2. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

3. Ces montants ont été révisés en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3 totalisant 4,2 milliards de dollars au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017
(non audité)

a) Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, un montant de 142 millions de dollars a été transféré du niveau 1 vers le niveau 2 (31 décembre 2016 – 2 millions de dollars), et des transferts de 16 millions de dollars ont été effectués du niveau 2 vers le niveau 1 (31 décembre 2016 – 139 millions de dollars). Les transferts entre le niveau 1 et le niveau 2 sont effectués en fonction de la disponibilité des prix cotés sur des marchés actifs et d'évaluations effectuées à l'aide de données observables autres que les prix cotés. Ces transferts sont réputés avoir été effectués selon les valeurs de la fin de période.

b) Rapprochement des justes valeurs classées au niveau 3

Les tableaux ci-après présentent un rapprochement de la juste valeur des placements classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs :

Rapprochement des variations de la juste valeur des placements classés au niveau 3

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} avril 2017	Profit (perte) inclus(e) dans le revenu (la perte) de placement net(te) ¹	Achats	Ventes ²	Transferts au niveau 3 ³	Transferts hors du niveau 3 ³	Juste valeur au 31 décembre 2017	Variation des profits (pertes) latent(e)s sur les placements toujours détenus au 31 décembre 2017 ^{1,4}	
Placements									
Actions									
Actions canadiennes									
Actions de sociétés fermées	4 030 \$	(146) \$	232 \$	(350) \$	– \$	– \$	3 766 \$	(294) \$	
	4 030	(146)	232	(350)	–	–	3 766	(294)	
Actions étrangères sur les marchés établis									
Actions de sociétés ouvertes	76	1	–	(2)	–	–	75	1	
Actions de sociétés fermées	53 766	3 014	12 294	(9 893)	–	(1 124)	58 057	106	
	53 842	3 015	12 294	(9 895)	–	(1 124)	58 132	107	
Actions sur les marchés émergents									
Actions de sociétés ouvertes	153	10	19	(24)	1	–	159	8	
Actions de sociétés fermées	5 781	542	2 833	(823)	58	(6)	8 385	111	
	5 934	552	2 852	(847)	59	(6)	8 544	119	
Total des actions	63 806	3 421	15 378	(11 092)	59	(1 130)	70 442	(68)	
Placements à revenu fixe									
Autres titres de créance ⁵	15 728	(416)	6 515	(6 052)	–	–	15 775	(589)	
Total des placements à revenu fixe	15 728	(416)	6 515	(6 052)	–	–	15 775	(589)	
Stratégies de rendement absolu									
	1 536	(26)	15	(188)	–	–	1 337	(155)	
Actifs réels									
Biens immobiliers	38 732	(271)	3 817	(927)	–	–	41 351	(263)	
Infrastructures	27 899	440	104	(796)	–	–	27 647	735	
Total des actifs réels	66 631	169	3 921	(1 723)	–	–	68 998	472	
Sommes à recevoir sur les placements									
Sommes à recevoir sur les dérivés	1	–	–	–	–	–	1	–	
Total des sommes à recevoir sur les placements	1	–	–	–	–	–	1	–	
Total	147 702 \$	3 148 \$	25 829 \$	(19 055) \$	59 \$	(1 130) \$	156 553 \$	(340) \$	

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} avril 2016	Profit (perte) inclus(e) dans le revenu de placement net(te) ¹	Achats	Ventes ²	Transferts au niveau 3 ³	Transferts hors du niveau 3 ³	Juste valeur au 31 décembre 2016	Variation des profits (pertes) latent(e)s sur les placements toujours détenus au 31 décembre 2016 ^{1,4}	
Placements									
Actions									
Actions canadiennes									
Actions de sociétés fermées	2 687 \$	134 \$	1 180 \$	(86) \$	164 \$	(234) \$	3 845 \$	100 \$	
	2 687	134	1 180	(86)	164	(234)	3 845	100	
Actions étrangères sur les marchés établis									
Actions de sociétés ouvertes	–	(8)	98	(17)	–	–	73	(8)	
Actions de sociétés fermées	49 019	4 133	8 800	(8 182)	79	(2 455)	51 394	839	
	49 019	4 125	8 898	(8 199)	79	(2 455)	51 467	831	
Actions sur les marchés émergents									
Actions de sociétés ouvertes	170	19	170	(180)	–	–	179	18	
Actions de sociétés fermées	5 341	630	966	(798)	5	(774)	5 370	288	
	5 511	649	1 136	(978)	5	(774)	5 549	306	
Total des actions	57 217	4 908	11 214	(9 263)	248	(3 463)	60 861	1 237	
Placements à revenu fixe									
Autres titres de créance ⁶	21 827	1 714	6 967	(8 399)	–	(374)	21 735	1 066	
Total des placements à revenu fixe	21 827	1 714	6 967	(8 399)	–	(374)	21 735	1 066	
Stratégies de rendement absolu									
	1 314	184	–	–	–	–	1 498	184	
Actifs réels									
Biens immobiliers	35 857	1 196	3 058	(3 679)	–	–	36 432	122	
Infrastructures	20 373	(560)	4 528	(276)	2 726	–	26 791	(119)	
Total des actifs réels	56 230	636	7 586	(3 955)	2 726	–	63 223	3	
Sommes à recevoir sur les placements									
Sommes à recevoir sur les dérivés	2	(2)	–	–	–	–	–	–	
Total des sommes à recevoir sur les placements	2	(2)	–	–	–	–	–	–	
Total	136 590 \$	7 440 \$	25 767 \$	(21 617) \$	2 974 \$	(3 837) \$	147 317 \$	2 490 \$	

1. Inclus dans le revenu de placement.

2. Comprennent le remboursement du capital.

3. Les transferts au niveau 3 et hors du niveau 3 sont réputés avoir été effectués selon les valeurs de la fin de la période.

4. Comprend la variation totale de la juste valeur des placements ayant été transférés au niveau 3 au cours de la période, et exclut la variation totale de la juste valeur des placements transférés hors du niveau 3 au cours de la période.

5. Le solde d'ouverture a été révisé en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3.

6. Ces montants ont été révisés en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3.

Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016, les transferts au niveau 3 et hors du niveau 3 étaient principalement attribuables à des changements dans la disponibilité des données observables sur le marché utilisées pour déterminer la juste valeur.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

c) Niveau 3 – Données d'entrée non observables importantes

Les tableaux qui suivent présentent les justes valeurs des placements classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, les techniques d'évaluation utilisées pour la détermination de leur juste valeur, ainsi que les fourchettes et les moyennes pondérées des données d'entrée non observables :

Techniques d'évaluation et données d'entrée utilisées pour la détermination de la juste valeur des placements classés dans le niveau 3

Au 31 décembre 2017					
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation utilisées	Données d'entrée non observables importantes	Fourchettes de valeurs des données d'entrée ³	Moyenne pondérée ³
Actions de sociétés ouvertes					
Placements dans des fonds ²	234	\$ Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Actions de sociétés fermées					
Placements directs ^{1, 2}	22 707	Multiples de capitalisation de sociétés comparables	Ratio du BAIIA	8,6 x à 17,0 x	12,3 x
	3 571	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	10,0 % à 12,9 %	12,2 %
	5 374	Valeur fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Placements dans des fonds ²	38 556	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Autres titres de créance					
Placements directs dans des titres de créance privés ¹	10 095	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,5 % à 25,4 %	11,2 %
Placements directs dans des titres de créances immobilières privés	3 511	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,7 % à 9,0 %	6,6 %
Titres adossés à des actifs ²	3	Modèle d'évaluation établi par un service tiers d'établissement des cours	–	–	–
Placements dans des fonds ²	2 166	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Stratégies de rendement absolu					
Placements dans des fonds ²	1 337	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Biens immobiliers					
Placements directs ^{1, 2}	22 323	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,0 % à 15,0 %	6,4 %
	15 696	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	Taux de capitalisation final	3,5 % à 9,5 %	5,2 %
Placements dans des fonds ²	3 332	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Infrastructures					
Placements directs ¹	27 600	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,4 % à 12,2 %	9,6 %
Placements dans des fonds ²	47	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	–	–	–
Sommes à recevoir sur les dérivés					
Bons de souscription	1	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des marchés	30,0 %	30,0 %
Total	156 553	\$			

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

Au 31 mars 2017					
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation utilisées	Données d'entrée non observables importantes	Fourchettes de valeurs de données d'entrée ³	Moyenne pondérée ³
Actions de sociétés ouvertes					
Placements dans des fonds ²	229	§ Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Actions de sociétés fermées					
Placements directs ^{1, 2}	22 114	Multiples de capitalisation de sociétés comparables	Ratio du BAIIA	8,0 x à 15,4 x	11,2 x
	2 783	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	12,0 %	12,0 %
	3 824	Valeur fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Placements dans des fonds ²	34 856	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Autres titres de créance					
Placements directs dans des titres de créance privés ¹	9 485	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,8 % à 19,6 %	10,7 %
Placements directs dans des titres de créances immobilières privés ⁴	3 937	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,0 % à 10,0 %	7,1 %
Titres adossés à des actifs ²	10	Modèle d'évaluation établi par un service tiers	-	-	-
Placements dans des fonds ^{2, 4}	2 296	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Stratégies de rendement absolu					
Placements dans des fonds ²	1 536	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Biens immobiliers					
Placements directs ^{1, 2}	21 010	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,4 % à 14,3 %	6,4 %
	14 440	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	Taux de capitalisation final	3,5 % à 9,5 %	5,3 %
Placements dans des fonds ²	3 282	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Infrastructures					
Placements directs ¹	27 860	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,4 % à 15,8 %	9,8 %
Placements dans des fonds ²	39	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Sommes à recevoir sur les dérivés					
Bons de souscription	1	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des marchés	30,0 %	30,0 %
Total	147 702	§			

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

Au 31 décembre 2016					
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation utilisées	Données d'entrée non observables importantes	Fourchettes de valeurs des données d'entrée ³	Moyenne pondérée ³
Actions de sociétés ouvertes					
Placements dans des fonds ²	252 \$	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Actions de sociétés fermées					
Placements directs ^{1, 2}	21 318	Multiples de capitalisation de sociétés comparables	Ratio du BAIIA	6,8 x à 14,0 x	11,0 x
	2 210	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	9,5 % à 14,0 %	9,6 %
	3 590	Valeur fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Placements dans des fonds ²	33 491	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Autres titres de créance					
Placements directs dans des titres de créance privés ¹	9 685	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,1 % à 26,1 %	11,4 %
Placements directs dans des titres de créances immobilières privés ⁴	3 889	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	4,7 % à 9,6 %	7,2 %
Titres adossés à des actifs ²	5 815	Modèle d'évaluation établi par un service tiers d'établissement des cours	-	-	-
Placements dans des fonds ^{2, 4}	2 346	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Stratégies de rendement absolu					
Placements dans des fonds ²	1 498	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Biens immobiliers					
Placements directs ^{1, 2}	22 990	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	3,3 % à 14,3 %	6,3 %
	10 054	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	Taux de capitalisation final	3,5 % à 14,6 %	5,2 %
Placements dans des fonds ²	3 388	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Infrastructures					
Placements directs ¹	26 758	Valeur actualisée des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	7,5 % à 15,8 %	10,1 %
Placements dans des fonds ²	33	Valeur liquidative fournie par le gestionnaire de placement	-	-	-
Sommes à recevoir sur les dérivés					
Bons de souscription	-	Modèle d'évaluation des options	Volatilité des marchés	30,0 %	30,0 %
Total	147 317 \$				

1. Peuvent comprendre certains placements récemment acquis qui sont comptabilisés au coût, lequel se rapproche de la juste valeur.
2. Dans certains cas, les évaluations externes sont préparées par des tiers et les données prises en compte dans l'évaluation ne sont donc pas disponibles.
3. La fourchette de valeurs des données d'entrée représente les données d'entrée minimales et maximales utilisées pour l'évaluation des placements d'une catégorie d'actifs particulière. La moyenne pondérée des données d'entrée est calculée en fonction des justes valeurs relatives des placements compris dans la catégorie d'actifs. La diversité des placements compris dans chaque catégorie d'actifs, notamment sur le plan des secteurs géographiques et des secteurs d'activité liés aux placements, peut donner lieu à des fourchettes pour lesquelles les données d'entrée présentent des écarts importants et sont réparties de façon inégale au sein de la fourchette.
4. Ces montants ont été révisés en raison d'une erreur de classement non significative du niveau 2 vers le niveau 3.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

Une augmentation ou une diminution importante de l'une ou l'autre des données d'entrée non observables susmentionnées donnerait lieu à une hausse ou à une baisse considérable de l'évaluation à la juste valeur. La corrélation des données d'entrée non observables importantes et de l'évaluation à la juste valeur pour les données les plus importantes figurant dans le tableau précédent se présente comme suit :

- Une augmentation (diminution) du ratio du BAIIA donnerait lieu à une hausse (baisse) de la juste valeur.
- Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final donnerait lieu à une baisse (hausse) de la juste valeur.

La juste valeur des placements directs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs ci-dessus est fondée sur des méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur qui peuvent comprendre l'utilisation d'estimations faites par la direction, des évaluateurs, ou les deux lorsqu'un degré de jugement important est nécessaire. L'utilisation de méthodes d'évaluation fondées sur des hypothèses raisonnables de rechange peut donner lieu à des justes valeurs différentes. Si toutes les autres variables demeuraient constantes, l'utilisation de méthodes d'évaluation fondées sur des hypothèses raisonnables de rechange se traduirait par une diminution de 4 200 millions de dollars (31 mars 2017 – 3 400 millions de dollars; 31 décembre 2016 – 2 700 millions de dollars) ou par une augmentation de 6 300 millions de dollars (31 mars 2017 – 3 800 millions de dollars; 31 décembre 2016 – 3 100 millions de dollars) de l'actif net. Cette analyse de sensibilité ne tient pas compte des placements dont les justes valeurs sont fournies par des gestionnaires de placement, puisque l'Office n'a pas accès aux hypothèses sous-jacentes utilisées.

5. Gestion du risque lié aux placements

L'Office et ses sociétés de portefeuille non consolidées gèrent le portefeuille de placement au nom du Régime de pensions du Canada (le portefeuille de placement du RPC). Le portefeuille de placement du RPC est exposé à différents risques financiers. Ces risques comprennent le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. L'Office utilise l'approche du portefeuille global pour gérer les risques, laquelle tient compte de l'ensemble des activités de placement, y compris celles réalisées par l'intermédiaire de ses sociétés de portefeuille non consolidées. Dans l'analyse qui suit, toute mention des activités de placement et de l'exposition aux risques de l'Office inclut également les activités de placement et l'exposition aux risques de ses sociétés de portefeuille non consolidées.

L'Office gère et atténue les risques financiers au moyen de la politique en matière de risque approuvée par le conseil d'administration au moins une fois par exercice. Cette politique contient des dispositions relatives aux limites et à la gestion du risque qui régissent les décisions de placement. Elle a été conçue pour permettre à l'Office de remplir son mandat, lequel consiste à investir ses actifs en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du RPC ainsi que sur sa capacité de s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

Les limites supérieures et inférieures relatives au risque absolu ainsi que la fourchette d'exploitation du risque absolu sont incluses dans la politique en matière de risque et déterminent le degré de risque de placement total que l'Office peut prendre en ce qui concerne le portefeuille de placement à long terme du RPC. L'Office surveille quotidiennement le risque absolu que présente le portefeuille de placement du RPC, c'est-à-dire la perte de valeur possible exprimée en dollars absolus et en pourcentage, et rend compte de l'exposition au risque au conseil d'administration au moins une fois par trimestre. Les cibles en matière de risque au sein du portefeuille de placement de même que la conformité aux limites supérieures et inférieures relatives au risque et à la fourchette d'exploitation du risque absolu sont évaluées au moyen d'un ratio d'équivalence des risques attribués aux titres de capitaux propres et aux titres de créance. La gestion des risques financiers, ainsi que le cadre redditionnel général en ce qui a trait au risque et au rendement le plus récent, sont expliqués plus en détail à la page 31 du rapport annuel de 2017.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

a) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement ou d'un passif lié aux placements fluctuent par suite de variations des prix et des taux du marché. Tel qu'il a été expliqué précédemment, l'Office gère le risque de marché au moyen du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement, lequel prescrit l'investissement dans un large éventail de catégories d'actifs et l'application de stratégies de placement visant à réaliser une prime de risque diversifiée sur l'ensemble de la caisse, en fonction des limites relatives au risque établies dans les politiques en matière de risque. En outre, des dérivés sont utilisés, s'il y a lieu, pour gérer certaines expositions au risque.

Le risque de marché est composé des risques suivants :

Risque actions

Le portefeuille de placement du RPC est composé d'actions cotées en bourse et d'actions de sociétés fermées. Le risque actions, qui correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des cours des actions, est une importante source de risque du portefeuille de placement.

Compte tenu des positions sur dérivés et si toutes les autres variables demeuraient constantes, une diminution ou une augmentation de un pour cent de l'indice S&P 500 se traduirait par une perte ou un profit de 1 200 millions de dollars (31 mars 2017 – 1 000 millions de dollars; 31 décembre 2016 – 900 millions de dollars) sur les placements en actions de sociétés ouvertes. Ce calcul suppose que le cours des actions autres que celles de l'indice S&P 500 varierait de façon conforme à leur comportement historique associé à une diminution ou à une augmentation de un pour cent de l'indice S&P 500.

Risque de change

Le portefeuille de placement du RPC est exposé au risque de change, puisqu'il détient des placements ou des passifs liés aux placements libellés en diverses devises. Les fluctuations de la valeur relative des devises par rapport au dollar canadien peuvent avoir des effets favorables ou défavorables sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs de ces placements et de ces passifs liés aux placements.

Exprimée en dollars canadiens, l'exposition nette au risque de change, compte tenu de la répartition des contrats dérivés de change, s'établit comme suit :

Expositions au risque de change

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017		Au 31 mars 2017		Au 31 décembre 2016	
	Exposition nette	% du total	Exposition nette	% du total	Exposition nette	% du total
Devise						
Dollar américain	144 476 \$	43 %	122 750 \$	39 %	118 811 \$	40 %
Euro	36 055	11	34 003	11	31 955	11
Yen japonais	19 445	6	20 788	7	23 944	8
Livre sterling	18 918	5	18 839	6	17 019	6
Dollar australien	10 370	3	10 790	3	9 190	3
Dollar de Hong Kong	6 279	2	4 423	1	3 461	1
Yuan chinois	5 904	2	3 434	1	3 119	1
Franc suisse	4 579	1	4 381	1	3 419	1
Roupie indienne	4 387	1	3 586	1	2 386	1
Won sud-coréen	3 587	1	2 857	1	2 250	1
Peso chilien	2 492	1	2 387	1	2 283	1
Réal brésilien	2 292	1	3 425	1	3 321	1
Autres	11 557	3	8 424	3	6 933	2
Total de l'exposition au risque de change	270 341	80	240 087	76	228 091	77
Dollar canadien	66 823	20	76 793	24	70 067	23
Total	337 164 \$	100 %	316 880 \$	100 %	298 158 \$	100 %

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017
(non audité)

Si toutes les autres variables et valeurs sous-jacentes demeuraient constantes, une appréciation ou une dépréciation de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les autres devises se traduirait par une augmentation ou une diminution des placements nets, comme suit :

Sensibilité au risque de change

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Devise	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net
Dollar américain	1 445 \$	1 228 \$	1 188 \$
Euro	361	340	320
Yen japonais	194	208	239
Livre sterling	189	188	170
Autres	514	437	364
Total	2 703 \$	2 401 \$	2 281 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement ou d'un passif lié aux placements fluctuent en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. Le portefeuille de placement du RPC est exposé au risque de taux d'intérêt principalement en raison de ses placements dans des titres à revenu fixe, de certains passifs liés aux placements et des instruments dérivés de taux d'intérêt.

Si toutes les autres variables demeuraient constantes, une augmentation ou une diminution de un point de base des taux sans risque nominaux se traduirait par une diminution ou une augmentation de la valeur des placements directement touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, comme suit :

Sensibilité au risque de taux d'intérêt¹

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Échéance	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net	Diminution/augmentation de l'actif net
Moins de 1 an	- \$	1 \$	- \$
De 1 an à 5 ans	10	8	11
De 6 à 10 ans	9	12	11
Plus de 10 ans	37	31	27
Total	56 \$	52 \$	49 \$

1. Cette sensibilité s'applique uniquement aux faibles variations de la courbe de rendement. Les (tensions) bouleversements plus importants ont une incidence sur la valeur des actifs comme les biens immobiliers et les actifs d'infrastructure, ce qui n'est pas le cas des variations de un point de base.

L'exposition du portefeuille de placement du RPC aux taux d'intérêt sans risque de divers pays est concentrée en Amérique du Nord, soit 51 pour cent au Canada (31 mars 2017 – 56 pour cent; 31 décembre 2016 – 64 pour cent) et 49 pour cent aux États-Unis (31 mars 2017 – 43 pour cent; 31 décembre 2016 – 37 pour cent), avec de faibles expositions en Europe, au Royaume-Uni et au Japon au cours des deux exercices.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

Risque d'écart de crédit

L'écart de crédit est la différence entre le rendement de certains titres et celui de titres comparables qui ne présentent aucun risque (c.-à-d. titres émis par les gouvernements) et dont la date d'échéance est la même. Le risque d'écart de crédit correspond au risque que la juste valeur de ces titres fluctue en raison des variations de l'écart de crédit. Au 31 décembre 2017, 84 pour cent de l'exposition à ce risque (31 mars 2017 – 84 pour cent; 31 décembre 2016 – 87 pour cent) était associée à des titres de créance assortis d'une notation minimale de A, principalement des obligations de gouvernements provinciaux du Canada.

Si toutes les autres variables demeuraient constantes, une accentuation des écarts de crédit de un point de base se traduirait par une diminution de l'actif net de 31 millions de dollars (31 mars 2017 – 33 millions de dollars; 31 décembre 2016 – 35 millions de dollars).

Autres risques de prix

Les autres risques de prix correspondent au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement fluctuent par suite de variations des prix du marché découlant d'autres facteurs de risque comme le risque marchandises, le risque de corrélation et la volatilité.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière découlant du manquement d'une contrepartie à ses obligations contractuelles ou d'une réduction de la valeur des actifs en raison d'une baisse de la qualité de crédit de l'emprunteur, de la contrepartie, de la caution ou de l'actif (garantie) soutenant l'exposition au crédit. L'exposition au risque de crédit du portefeuille de placement du RPC découle principalement de ses placements en titres de créance et en dérivés négociés hors bourse. La valeur comptable de ces placements présentée dans l'annexe consolidée intermédiaire résumée du portefeuille représente l'exposition directe maximale au risque de crédit à la date du bilan.

La juste valeur des titres de créance et des dérivés négociés hors bourse faisant l'objet d'une exposition au risque de crédit, par catégorie de notation et compte non tenu de toute garantie détenue ou autres améliorations du crédit, se détaillait comme suit :

Expositions au risque de crédit

	Au 31 décembre 2017				Au 31 mars 2017		Au 31 décembre 2016				
Notation	Obligations ¹	Titres du marché monétaire ¹	Conventions de revente ¹	Dérivés négociés hors bourse	Autres ^{1,2}	Total	% du total	Total	% du total	Total	% du total
AAA	10 810 \$	20 \$	– \$	– \$	– \$	10 830 \$	11 %	13 156 \$	14 %	16 573 \$	16 %
AA	25 521	4 005	1 354	46	–	30 926	32	36 791	37	33 009	31
A	23 094	3 773	7 497	1 346	453	36 163	37	33 831	35	34 074	32
BBB	1 130	–	6 717	597	1 357	9 801	10	3 826	4	9 766	10
BB	219	–	–	–	3 008	3 227	3	3 047	3	3 513	3
B	–	–	–	–	5 366	5 366	6	5 718	6	6 495	6
CCC/D	–	–	–	–	741	741	1	1 061	1	2 006	2
Total	60 774 \$	7 798 \$	15 568 \$	1 989 \$	10 925 \$	97 054 \$	100 %	97 430 \$	100 %	105 436 \$	100 %

1. Comprennent les intérêts courus.

2. Comprennent les placements directs dans des titres de créance privés et des titres adossés à des actifs.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

De plus, le portefeuille de placement du RPC est indirectement exposé au risque de crédit découlant des titres sous-jacents aux placements dans des fonds.

L'exposition au risque de crédit est atténuée dans le cas de certains actifs et passifs financiers, qui sont assortis de droits de compensation conditionnels en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Pour ce qui est des titres acquis en vertu de conventions de revente, des titres vendus en vertu de conventions de rachat et des dérivés négociés hors bourse, l'Office reçoit de la contrepartie, ou remet à celle-ci, un bien en garantie afin de gérer le risque de crédit (se reporter à la note 7). En outre, en cas de défaillance, les montants liés à une contrepartie donnée sont réglés sur une base nette aux termes de conventions-cadres de compensation ou de conventions analogues, telles que la convention-cadre de rachat (Global Master Repurchase Agreement) et les conventions de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association.

Le risque de crédit associé au portefeuille de placement du RPC est estimé au moyen de la méthode de simulation de Monte-Carlo qui tient compte des probabilités de défaillance, de migration des notations et de recouvrement en cas de défaillance relativement aux instruments de crédit sous-jacents. La principale mesure du risque utilisée pour surveiller l'exposition au risque de crédit à l'échelle du portefeuille global est la valeur à risque calculée sur une période de un an, selon un niveau de confiance de 99 pour cent. Au 31 décembre 2017, la valeur à risque du crédit était de 3,7 milliards de dollars (31 mars 2017 – 4,0 milliards de dollars; 31 décembre 2016 – 4,3 milliards de dollars), ce qui signifie qu'il y a un pour cent de probabilité que le portefeuille d'instruments de crédit de l'Office perde une somme supérieure à cette valeur au cours d'une année donnée en raison des risques de défaillance et de migration de la qualité de crédit.

c) Risque absolu

L'Office a adopté un nouveau modèle de risque pour estimer le risque absolu au sein du portefeuille de placement du RPC afin de s'aligner davantage sur son mandat de placement à long terme. La méthode révisée a été adoptée au deuxième trimestre de l'exercice 2018 comme principal modèle de gouvernance du risque. Les principaux changements comprennent la prise en compte de données historiques couvrant une plus grande période pour l'étalonnage des données d'entrée du modèle, une évaluation du risque sur un horizon futur plus long, ainsi qu'une mesure du risque associé au portefeuille global plus prudente aux fins de la gouvernance.

L'Office utilise une méthode de simulation pour obtenir une distribution des situations de portefeuille possibles à un moment précis futur. Ces distributions servent à estimer diverses mesures du risque permettant de surveiller le risque absolu du portefeuille de placement du RPC sur différentes périodes. La principale mesure de gouvernance du risque au sein du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement est exprimée en termes de ratio d'équivalence des risques attribués aux titres de capitaux propres et aux titres de créance (le « ratio titres de capitaux propres/titres de créance »). Ce ratio représente la proportion de capitaux propres par rapport aux titres de créance d'un portefeuille simple composé de deux catégories d'actifs (des actions mondiales et des obligations du gouvernement canadien) qui présenterait le même risque absolu mesuré que celui du portefeuille de placement du RPC. Le risque absolu mesuré à cette fin est défini comme la valeur à risque conditionnelle, compte non tenu de l'inflation, au 90^e centile exprimée sur un horizon de cinq ans, et il englobe le risque de marché et le risque de crédit.

La mesure du risque absolu, c'est-à-dire la valeur à risque conditionnelle, est fondée sur la moyenne des 10 pour cent des pires situations de la distribution de rendements simulée sur une période de cinq ans. Elle reflète l'incidence des situations de marché extrêmes qui entraîneraient d'importantes pertes au sein du portefeuille de placement du RPC.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

La méthode utilisée pour calculer la valeur à risque conditionnelle suppose que les données passées du marché constituent une base solide pour l'estimation des éventuelles pertes futures, mais permet aussi la prise en compte d'attentes prospectives en matière de rendement. Si les conditions futures du marché et les relations entre les marchés boursiers, les taux d'intérêt, les taux de change et les autres prix du marché différaient de façon importante de celles observées par le passé, les pertes réelles pourraient sensiblement différer des pertes estimatives. Afin d'assurer que le modèle de risque tient compte d'un large éventail de conditions de marché et de cycles économiques, des données historiques sur une longue période (de 1971 à ce jour) sont utilisées pour simuler la distribution des résultats éventuels. La mesure de la valeur à risque conditionnelle correspond à une estimation de la valeur moyenne de cette distribution de pertes éventuelles que pourrait subir le portefeuille de placement du RPC. Il ne s'agit pas d'une estimation du pire scénario possible.

Au 31 décembre 2017, la valeur à risque conditionnelle du portefeuille de placement du RPC s'établissait à 68,8 milliards de dollars (31 mars 2017 – 64,6 milliards de dollars; 31 décembre 2016 – 35,6 milliards de dollars), et le ratio titres de capitaux propres/titres de créance connexe était de 87 pour cent (31 mars 2017 – 83 pour cent; 31 décembre 2016 – 79 pour cent). Il importe de noter que la mesure de la valeur à risque conditionnelle nécessite une estimation des rendements prévus moyens du portefeuille de placement du RPC sur les cinq prochaines années. L'estimation de la valeur à risque conditionnelle ci-dessus repose fortement sur les rendements des actions réalisés sur la période de données historiques utilisée dans le modèle de risque. Compte tenu de l'évolution des attentes prospectives prises en compte dans le cadre du processus de modélisation, la valeur à risque conditionnelle peut changer de façon importante à mesure que les estimations du rendement moyen évoluent au fil du temps. Le ratio titres de capitaux propres/titres de créance variera également, mais de façon moins importante.

Simulations de crise

En complément des diverses mesures de risque utilisées pour surveiller le risque lié au portefeuille de placement du RPC, l'Office examine de façon plus approfondie l'incidence potentielle d'événements défavorables exceptionnels, mais plausibles sur le marché. Les simulations de crise se fondent sur des prévisions à l'égard d'événements d'actualité, comme le Brexit, ou sont conçues pour reproduire les fluctuations du marché au cours de périodes marquées par de grandes difficultés, notamment la crise financière mondiale. Un comité formé de représentants de chacun des services de placement se réunit régulièrement pour cerner les possibles perturbations sur le marché et examiner les hypothèses sous-jacentes formulées pour quantifier l'incidence de la simulation de crise. Les résultats sont utilisés pour déceler les vulnérabilités au sein du portefeuille et sont présentés à la haute direction et au conseil pour confirmer l'appétence globale au risque.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pouvoir produire suffisamment de liquidités ou d'équivalents en temps opportun et de façon efficiente pour respecter les engagements relatifs aux placements et aux passifs liés aux placements lorsqu'ils viennent à échéance. L'Office complète sa gestion du risque de liquidité par sa capacité à mobiliser des fonds au moyen de l'émission de papier commercial et de titres d'emprunt à terme et de la vente de titres en vertu de conventions de rachat.

Par ailleurs, l'Office maintenait des facilités de crédit non garanties de 5,9 milliards de dollars (31 mars 2017 – 6,2 milliards de dollars; 31 décembre 2016 – 1,5 milliard de dollars) pour répondre à des besoins éventuels en liquidités. Aucun montant n'était prélevé sur les facilités de crédit au 31 décembre 2017 (31 mars 2017 – néant; 31 décembre 2016 – néant).

Se reporter à la note 5e pour obtenir les échéances des passifs liés aux placements.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

e) Échéances

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles des placements et des passifs liés aux placements :

Placements

(en millions de dollars canadiens)	Échéances									
	Au 31 décembre 2017					Au 31 mars 2017		Au 31 décembre 2016		
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total ¹	Rendement effectif moyen	Total ¹	Rendement effectif moyen	Total ¹	Rendement effectif moyen
Obligations non négociables										
Gouvernements provinciaux canadiens	98 \$	5 792 \$	5 537 \$	12 389 \$	23 816 \$	2,8 %	23 887 \$	2,9 %	23 823 \$	2,9 %
Obligations négociables										
Gouvernement du Canada	–	2 366	1 290	931	4 587	2,1	5 872	1,6	5 292	1,6
Gouvernements provinciaux canadiens	–	1 275	1 502	2 842	5 619	2,8	6 856	2,8	6 200	2,8
Sociétés d'État canadiennes	–	789	487	393	1 669	2,6	1 543	2,4	1 834	2,7
Gouvernements étrangers	15	15 895	3 577	3 146	22 633	2,6	22 718	2,3	20 387	2,4
Obligations de sociétés	52	975	587	432	2 046	3,1	364	2,6	2 743	1,2
Autres titres de créance										
Titres de créance privés ²	39	4 375	2 860	735	8 009	9,6	8 214	9,7	8 786	9,7
Titres de créances immobilières privés ²	245	1 928	996	342	3 511	6,6	3 937	7,2	3 889	7,0
Titres adossés à des actifs	–	3	–	3	6	4,3	10	4,4	5 815	1,8
Titres acquis en vertu de conventions de revente										
	13 712	1 850	–	–	15 562	3,8	5 207	0,6	9 591	0,3
Total	14 161 \$	35 248 \$	16 836 \$	21 213 \$	87 458 \$	3,2 %	78 608 \$	3,1 %	88 360 \$	3,0 %

1. Selon la juste valeur
2. Représentent des placements directs.

Passifs liés aux placements

(en millions de dollars canadiens)	Échéances												
	Au 31 décembre 2017						Au 31 mars 2017			Au 31 décembre 2016			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total ¹	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total ¹	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total ¹	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré
Titres vendus en vertu de conventions de rachat													
	32 030 \$	– \$	– \$	– \$	32 030 \$	32 030 \$	1,8 %	14 753 \$	14 749 \$	0,8 %	16 115 \$	16 100 \$	0,7 %
Titres vendus à découvert^{2,3}													
	17 635	–	–	–	17 635	17 635	s.o.	24 177	24 177	s.o.	28 168	28 168	s.o.
Passifs liés au financement par emprunt													
Montants à payer au titre du papier commercial													
	10 784	–	–	–	10 784	10 769	1,5	11 120	11 101	0,9	11 272	11 258	0,9
Titres d'emprunt à terme													
	–	8 495	4 262	–	12 757	12 708	1,6	8 783	8 772	1,8	6 121	6 093	1,5
Total	60 449 \$	8 495 \$	4 262 \$	– \$	73 206 \$	73 142 \$	s.o.	58 833 \$	58 799 \$	s.o.	61 676 \$	61 619 \$	s.o.

1. Selon les montants contractuels
2. Considérés comme remboursables à moins de un an, selon la première période au cours de laquelle la contrepartie pourrait exiger un paiement sous certaines conditions.
3. Comprennent les actions vendues à découvert pour lesquelles le taux d'intérêt moyen pondéré ne s'applique pas.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

6. Revenu de placement net

Le revenu de placement net est comptabilisé déduction faite des coûts de transaction et des frais de gestion des placements, et est regroupé selon les catégories d'actifs du portefeuille stratégique, comme il est expliqué à la page 28 du rapport annuel 2017.

Revenu de placement net

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017			
	Revenu (perte) de placement ¹	Frais de gestion des placements ²	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	8 921 \$	(199) \$	(25) \$	8 697 \$
Placements à revenu fixe	3 179	(196)	(38)	2 945
Actifs réels	1 939	(29)	(31)	1 879
Passifs liés au financement par emprunt	(119)	–	–	(119)
Total	13 920 \$	(424) \$	(94) \$	13 402 \$

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour le trimestre clos le 31 décembre 2016 ⁴			
	Revenu (perte) de placement ¹	Frais de gestion des placements ²	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	5 300 \$	(129) \$	9 \$	5 180 \$
Placements à revenu fixe	(2 924)	(173)	(37)	(3 134)
Actifs réels	123	(43)	(39)	41
Passifs liés au financement par emprunt	(210)	–	–	(210)
Total	2 289 \$	(345) \$	(67) \$	1 877 \$

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017			
	Revenu de placement ¹	Frais de gestion des placements ³	Coûts de transaction	Revenu de placement net
Actions	16 630 \$	(527) \$	(102) \$	16 001 \$
Placements à revenu fixe	4 322	(610)	(103)	3 609
Actifs réels	1 901	(92)	(62)	1 747
Passifs liés au financement par emprunt	593	–	–	593
Total	23 446 \$	(1 229) \$	(267) \$	21 950 \$

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016 ⁴			
	Revenu (perte) de placement ¹	Frais de gestion des placements ³	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	17 573 \$	(392) \$	(89) \$	17 092 \$
Placements à revenu fixe	1 829	(448)	(112)	1 269
Actifs réels	2 370	(115)	(103)	2 152
Passifs liés au financement par emprunt	(440)	–	(6)	(446)
Total	21 332 \$	(955) \$	(310) \$	20 067 \$

1. Comprend les profits et les pertes réalisés sur les placements, les variations des profits et des pertes latents sur les placements, les produits d'intérêts, les dividendes, le bénéfice d'exploitation provenant des biens immobiliers privés (déduction faite des charges d'intérêts), les charges d'intérêts sur les passifs liés au financement par emprunt, ainsi que les autres produits et charges liés aux placements.
2. Comprennent les commissions de performance de 165 millions de dollars (31 décembre 2016 – 110 millions de dollars).
3. Comprennent les commissions de performance de 462 millions de dollars (31 décembre 2016 – 260 millions de dollars).
4. Certains montants de la période précédente ont été mis à jour afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017
(non audité)

7. Garanties

Nous réalisons des opérations liées à des garanties afin de soutenir les activités de placement, selon les modalités habituelles des ententes de garantie. La juste valeur nette des actifs détenus et donnés en garantie se détaillait comme suit :

Actifs détenus et donnés en garantie

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Actifs de tiers détenus en garantie au titre des éléments suivants :			
Conventions de revente ¹	15 614 \$	5 196 \$	9 600 \$
Opérations sur des dérivés négociés hors bourse ¹	642	493	186
Autres titres de créance ¹	761	726	947
Actifs détenus et actifs de tiers donnés en garantie au titre des éléments suivants :			
Conventions de rachat	(32 139)	(14 785)	(16 142)
Titres vendus à découvert ²	(17 812)	(30 603)	(33 393)
Opérations sur des dérivés négociés hors bourse	(203)	–	(354)
Actions de sociétés fermées	(5 203)	(5 291)	(5 222)
Autres titres de créance	(4 126)	(3 957)	(3 945)
Total	(42 466) \$	(48 221) \$	(48 323) \$

1. Au 31 décembre 2017, la juste valeur des actifs détenus en garantie pouvant être vendus ou de nouveau donnés en garantie s'élevait à 16 402 millions de dollars (31 mars 2017 – 6 192 millions de dollars; 31 décembre 2016 – 10 587 millions de dollars). Au 31 décembre 2017, la juste valeur des actifs vendus ou de nouveau donnés en garantie s'élevait à 9 642 millions de dollars (31 mars 2017 – 2 677 millions de dollars; 31 décembre 2016 – 4 681 millions de dollars).

2. Les montants de la période précédente ont été mis à jour pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

8. Engagements

L'Office a pris des engagements relatifs au financement de placements. De tels engagements sont généralement payables à vue en fonction du financement nécessaire au placement visé par les modalités de chaque entente. Au 31 décembre 2017, les engagements non financés totalisaient 41,2 milliards de dollars (31 mars 2017 – 38,9 milliards de dollars; 31 décembre 2016 – 39,1 milliards de dollars).

L'Office avait pris des engagements de location et autres pour lesquels les paiements annuels futurs suivants sont requis :

Engagements de location et autres

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Un an ou moins	35 \$	37 \$	36 \$
Plus de un an mais pas plus de cinq ans	112	123	125
Plus de cinq ans	29	46	51
Total	176 \$	206 \$	212 \$

Notes annexes

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017

(non audité)

9. Transactions entre parties liées

Les parties liées de l'Office comprennent des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées, les placements dans des parties liées étant tous évalués à la juste valeur. Les participations dans des coentreprises représentent les entreprises dans lesquelles l'Office détient un contrôle conjoint. Une entreprise associée est une entité pour laquelle l'Office a la capacité d'exercer une influence notable sur le processus décisionnel.

Les transactions entre parties liées consistent principalement en des placements dans des actions de sociétés fermées, des titres de créance, des biens immobiliers et des infrastructures et en des produits tirés de ces placements, et sont présentées en détail dans l'annexe consolidée intermédiaire résumée du portefeuille. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur et, par conséquent, leur incidence sur l'actif net et le revenu de placement net est la même que celle des opérations de placement conclues avec des parties non liées.

Les transactions entre parties liées conclues avec des filiales consolidées sont éliminées au moment de la consolidation.

10. Cautionnements

Dans le cadre de certaines opérations de placement, l'Office s'est engagé auprès d'autres contreparties à garantir, au 31 décembre 2017, un montant pouvant atteindre 2,6 milliards de dollars (31 mars 2017 – 3,1 milliards de dollars; 31 décembre 2016 – 3,0 milliards de dollars) dans le cas où certaines entités émettrices ne respecteraient pas les modalités de l'emprunt et d'autres ententes connexes.